

L'article 27 de la Constitution, qui avait affirmé la tradition de la réforme agraire mexicaine, a été réformé en 1992 afin de privatiser des terres communales, d'en permettre la vente, de protéger la propriété privée et de promouvoir l'investissement du secteur privé dans l'agriculture. En vertu de la nouvelle idéologie, l'État a clairement cédé la place au marché comme principal agent de développement du pays.

Le contrat social. Parallèlement à l'effondrement du nationalisme révolutionnaire, le contrat social du pays s'est érodé lui aussi. Depuis la crise de la dette de 1982, les ressources publiques nécessaires pour que le gouvernement du PRI livre la marchandise ont décliné brusquement par rapport à l'époque des grandes dépenses sous la présidence d'Etcheverría et de López Portillo. Autrefois favorisés par le populisme, les ouvriers et les paysans ont été durement frappés par les mesures douloureuses d'ajustement structurel. Par conséquent, les bases sociales du pouvoir de l'État se sont rétrécies.

Le corporatisme. Le cadre institutionnel corporatiste a été attaqué lui aussi. Face à la résistance des dirigeants corporatistes devant la réforme économique, Salinas a tenté de contourner les secteurs corporatistes traditionnels et de créer un nouveau modèle de relations entre l'État et la société qui reliait le président plus directement aux groupes populaires. Le programme des dépenses sociales qui en est résulté, le Programme de solidarité nationale (PRONASOL) est devenu l'une des pierres angulaires des tentatives de réformes de Salinas. Dans le cadre du PRONASOL, quelque 250 000 «comités de solidarité» locaux ont acheminé le financement fédéral vers des projets de développement communautaire et servi d'«oreille du président auprès de la base»²⁰. Par contre, l'autre fonction de ce programme doit aussi être reconnue : il s'agissait d'un programme d'indemnisation visant à protéger les pauvres contre les dures répercussions sociales de la restructuration économique. Après la crise du peso, l'efficacité du PRONASOL comme outil néocorporatiste et amortisseur social a diminué à cause de l'austérité budgétaire.

Le déclin du corporatisme s'est aussi traduit par une diminution du nombre de dirigeants corporatistes occupant des postes élevés au gouvernement. De plus, une foule de groupes d'intérêt indépendants ont surgi au Mexique et recrutent des membres qui, autrement, auraient joint les rangs des secteurs corporatistes officiels. En outre, les dirigeants sectoriels ne sont plus aussi faciles à embrigader.

²⁰ Au sujet du Programme de solidarité nationale, voir Wayne A. Cornelius, Ann L. Craig et Jonathan Fox, éd., *Transforming State-Society Relations in Mexico: The National Solidarity Strategy*, La Jolla, CA, Centre for U.S.-Mexican Studies, University of California, San Diego, 1994.